

Tout augmente sauf les salaires Ça suffit !

La flambée des prix rend la vie plus difficile encore... Se nourrir, se loger, se déplacer, se soigner, s'habiller, se distraire, tout devient précaire... il faut faire fatalement des coupes dans le budget.

Les produits de première nécessité (café, farine, pain, beurre...) ont augmenté de 5 à 20%. Le tarif du gaz a augmenté de 60% depuis 2004, celui de l'électricité devrait bondir de 25% dans les prochaines années. Les prix de l'essence, du gazoil, du fuel s'envolent. Les médicaments et la consultation chez le médecin sont de moins en moins bien remboursés.

Dans le même temps, nos salaires, nos pensions et nos allocations sont bloqués alors que les grands groupes font des profits faramineux (Total a réalisé en 2010 plus de 10 milliards d'€ de bénéfices, les banques françaises ont doublé leur profit l'an dernier). Le palmarès des directeurs des entreprises du CAC 40 a été publié : + 24 % en moyenne grâce aux bonus de l'après-crise. Les patrons en France sont parmi les mieux payés d'Europe. Ainsi le leader est Michel Rollier, de Michelin: + 505 % en un an, avec la bagatelle de 4 500 000 euros.

C'est insupportable, c'est inacceptable !

D'autant plus que ce n'est pas nouveau, en 25 ans, le salaire moyen n'a été multiplié par 2, tandis que les dividendes versés aux actionnaires l'ont été par 13. Les détenteurs d'actions sont de plus en plus riches tandis que la masse des salariés s'appauvrit. Mais du point de vue des capitalistes, il n'y a là nul paradoxe: les salaires comptent bel et bien comme un coût, tandis qu'obtenir le maximum de profit constitue l'objectif fondamental des investisseurs.

On entend souvent le duo Sarkozy/Parisot se lamenter sur le coût du travail en France: le salaire et les prestations sociales seraient "trop" élevés. "Trop" mesuré par rapport à quoi? Pour les employeurs engagés une compétition sans fin sur le marché mondial régie par la concurrence, il est tout à fait logique de chercher à réduire toujours plus les coûts de production, dont la masse salariale reste un élément fondamental. Qui plus est, pour eux ce "trop" s'entend dans un sens absolu. Peu importe de savoir si les salaires sont déjà moins élevés ici qu'ailleurs: les baisser encore plus ne peut qu'être bénéfique pour augmenter les dividendes.

**Pour nous, salariés, c'est une toute autre histoire:
notre travail crée les richesses, et notre salaire doit nous permettre
de vivre autrement que dans la misère. :**

« Hausse des prix, ça suffit! Actionnaires, rendez l'argent ! »



Augmenter les salaires : une urgence !

Rappelons également qu'en 2008 au début de la crise, Nicolas Sarkozy a offert 360 milliards d'euros pour soutenir les banques alors que quelques semaines auparavant, il se plaignait que les caisses de l'État étaient vides et qu'il était impossible d'augmenter les salaires.

Récemment le président de la république a annoncé une mesure concernant le versement d'une prime de 1000 euros. C'est tout d'abord un aveu cinglant du manque à gagner ressenti par des millions de personnes dans notre pays. C'est aussi une opération de communication pour tenter de calmer le mécontentement et la grogne sur le pouvoir d'achat au moment où les mesures d'allègement de l'impôt sur les fortunes sont prises par le gouvernement.

C'est encore une tentative pour contourner l'exigence d'une réelle augmentation des salaires.

Des mesures à prendre pour le pouvoir d'achat

Tout augmente. Aucun secteur d'activité n'est épargné. La hausse des prix est généralisée. Les loyers, la facture de gaz, les carburants, les produits alimentaires, même ceux de première nécessité crèvent le plafond, obligeant les salariés à faire des choix pour éviter un mal vivre encore plus aggravé face à la flambée des prix.

Il est urgent de prendre des mesures pour stopper cette dégradation catastrophique de nos conditions de vie.

Il est possible de geler le montant des loyers et bloquer les prix de l'énergie. Il est possible de baisser de façon significative la taxe intérieure sur les produits pétroliers, qui représente plus de 63 % du prix du carburant.

La guerre en Libye ne peut pas valablement servir de prétexte pour que les grands groupes spéculent sur le prix du baril de pétrole. Il est de toute façon urgent de stopper l'armement, les guerres et interventions - qui ne visent qu'à maintenir la domination des grandes puissances, tout en assurant des chiffres d'affaires substantiels aux industriels de l'armement et aux fournisseurs de services guerriers.

Il est possible de bloquer les prix des produits de première nécessité - et cela à grande échelle et pas seulement sur une dizaine de produits comme le gouvernement vient de proposer avec les géants de la distribution et leur panier de la ménagère.

Nous n'en pouvons plus de ces injustices !

Nous demandons

- ***La baisse des prix sur les produits de première nécessité, sur l'énergie et les carburants***
- ***La taxation des entreprises qui spéculent sur nos vies.***
- ***L'augmentation des salaires, des allocations, des pensions !***



LE RESEAU :
« REFLEXIONS, PROPOSITIONS, ACTIONS,
LUTTES DE CLASSES »
Membre du
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS - LA COURNEUVE
Site : <http://reseau-pcf-la-courneuve.over-blog.fr>
Courriel : ReseauLuttePCF@gmail.com

